

EAU ET AGRICULTURE

Pour une gestion paysanne de l'eau

Paysan référent : Nicolas Fortin

La disponibilité de l'eau est de plus en plus affaiblie, aussi bien en quantité qu'en qualité. Or les paysan·nes, qu'ils irriguent ou non, ont besoin d'eau pour produire de l'alimentation. Malheureusement, alors que seulement 7 % de la surface agricole utile (SAU) est irriguée, le traitement agricole de la gestion de l'eau est trop souvent résumé à l'irrigation.

Ainsi les enjeux relèvent avant tout :

- Du maintien et de l'accompagnement économique de systèmes qui reposent sur les apports d'eau du milieu naturel (pluie et sols).
- Du soutien de l'irrigation pour des productions prioritaires, comme le maraîchage et les cultures qui relocalisent l'alimentation.

L'urgence du partage de la ressource pour des usages prioritaires nécessite donc des transformations importantes pour :

- Réduire les prélevements dans le milieu.
- Les re-répartir entre les usages, y compris au sein de l'agriculture.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Guide Pour une gestion paysanne de l'eau
- Le 4-pages sur l'eau
- Le 4-pages sur les mégabassines
- Mégabassines : Un hold-up sur l'eau
- Face à la sécheresse : choisir ce que l'on irrigue

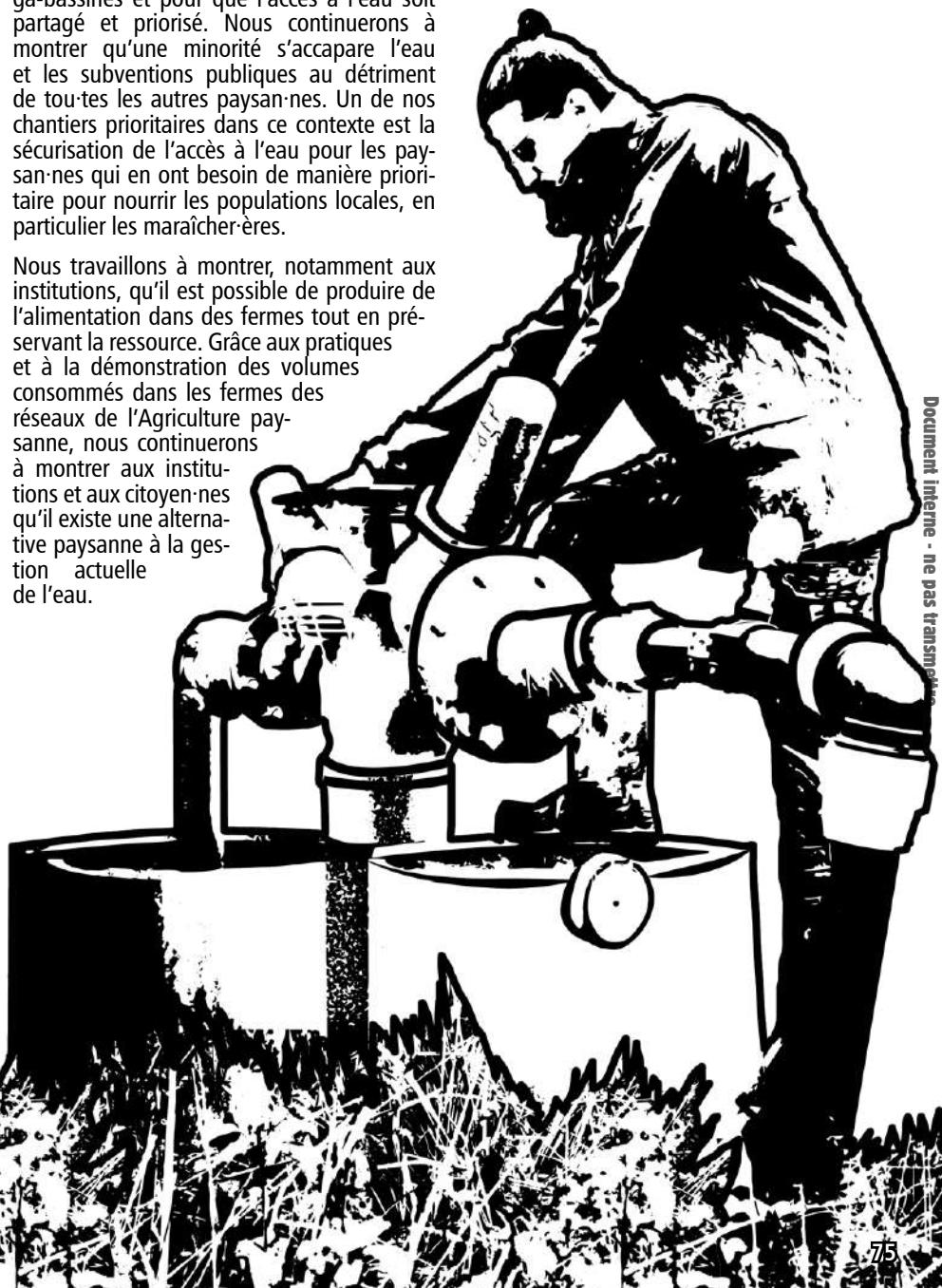
NOS OBJECTIFS

- La Confédération paysanne réaffirme l'urgence de protéger l'eau afin d'assurer la pérennité de l'agriculture, sur terre comme en mer pour les activités des paysan·nes de la mer. Nous assumons la nécessité de limiter les prélevements pour l'irrigation et de les répartir de manière à réorienter l'usage de l'eau vers des productions prioritaires qui relocalisent l'alimentation.
- Dans de nombreux territoires, la mauvaise répartition des prélevements en eau et leur concentration sur des exploitations agricoles empêchent d'autres paysan·nes d'avoir un accès sécurisé pour leur production. Les maraîcher·ères notamment sont nombreuse·ses à s'installer et à se voir refuser un accès à l'eau. Ils sont donc souvent dans une situation de précarité (forages non déclarés, utilisation d'eau potable donc coût très élevé de l'irrigation, etc.). Les prélevements d'eau doivent être pensés en fonction de l'objectif final de l'irrigation : qu'est-ce qu'on irrigue, et pour quoi faire ?
- L'irrigation pour booster les rendements et les bénéfices de l'agro-industrie doit cesser. Tout comme celle pour des cultures énergétiques.

NOS LUTTES ET CHANTIERS

Nous continuons à lutter pour la fin des mégabassines et pour que l'accès à l'eau soit partagé et priorisé. Nous continuerons à montrer qu'une minorité s'accapare l'eau et les subventions publiques au détriment de tou·tes les autres paysan·nes. Un de nos chantiers prioritaires dans ce contexte est la sécurisation de l'accès à l'eau pour les paysan·nes qui en ont besoin de manière prioritaire pour nourrir les populations locales, en particulier les maraîcher·ères.

Nous travaiillons à montrer, notamment aux institutions, qu'il est possible de produire de l'alimentation dans des fermes tout en préservant la ressource. Grâce aux pratiques et à la démonstration des volumes consommés dans les fermes des réseaux de l'Agriculture paysanne, nous continuerons à montrer aux institutions et aux citoyen·nes qu'il existe une alternative paysanne à la gestion actuelle de l'eau.



NOS REVENDICATIONS

■ **PRIORISER** : après les besoins prioritaires de la vie biologique du milieu naturel, de l'alimentation en eau potable et de l'hygiène de la population, l'abreuvement du bétail et la production alimentaire locale, en particulier le maraîchage, doivent être prioritaires pour accéder à l'irrigation.

■ **PLAFONNER** : Pour tout prélevement d'eau, le volume accordé doit être plafonné par hectare et par ferme (dans une limite de surface). Les plafonds de volume doivent être fonction : des productions ; des conditions pédoclimatiques et hydrogéologiques ; de pratiques qui favorisent les économies d'eau. Cela permettra de sécuriser l'accès à l'eau pour une partie des paysan·nes (les maraîcher·es notamment) et de réduire les prélevements pour d'autres.

■ **SOUTENIR** : il faut aussi répartir les financements publics aujourd'hui majoritairement utilisés pour « l'hydraulique agricole » (méga-bassines, extension de réseaux d'irrigation, etc.) alors que seulement 7,3 % de la surface agricole est irriguée. Ainsi, à l'accaparement de la ressource en eau s'ajoute l'accaparement des financements publics pour une minorité. Ces financements doivent aller en priorité au soutien de pratiques paysannes qui permettent de retenir l'eau dans les sols et de limiter les prélevements. L'enjeu est de restaurer le cycle de l'eau au plus proche de son fonctionnement naturel, de ralentir sa circulation pour la réinfiltrer dans les sols au bénéfice de l'agriculture.

■ **PROTÉGER** : la qualité de l'eau et sa quantité sont intimement liées. La politique de l'eau en agriculture doit aussi soutenir des pratiques qui réduisent l'usage des intrants chimiques de synthèse et qui favorisent toutes les pratiques visant à protéger l'eau. Les pratiques de l'agriculture industrielle participent fortement à sa dégradation et la rendent non potable dans de nombreux endroits. Il y a urgence à changer ces pratiques pour déjà assurer l'alimentation en eau de manière sécurisée pour les populations.

Nous demandons aussi :

■ **La fin des méga-bassines et de tous les ouvrages d'irrigation qui pompent l'eau** de manière massive des espaces naturels de stockage pour alimenter une agriculture industrielle hyper consommatrice d'eau. Le stockage de l'eau peut être une solution de dernier recours, à condition que sa mise en place permette au maximum une infiltration de l'eau dans le sol. Les retenues alimentées par ruissellement et si possible sans bâche plastique (fonction de la perméabilité du sol) sont à privilégier.

■ **Une autre gouvernance de la gestion de l'eau** qui donne de la place aux paysans et paysannes qui soutiennent une Agriculture paysanne et aux citoyens et citoyennes. La décision sur la politique de l'eau est accaparée par les mêmes qui s'accaparent la ressource.

NOS ADVERSAIRES

■ La FNSEA défend une vision extractiviste de la gestion de l'eau et promeut les méga-bassines au côté d'autres acteurs du secteur agro-industriel. Par la vision qu'elle assène, elle maintient les agriculteur·rices dans des systèmes qui sont pour eux peu bénéfiques économiquement, lourds en investissements, mais qui assurent un niveau de rendement nécessaire pour les bénéfices de la filière industrielle. La FNSEA défend l'accaparement de l'eau par une minorité d'agriculteur·rices

au détriment de tous les autres, y compris celles et ceux qui n'irriguent pas et qui continuent à subir l'assèchement et la dégradation des sols.

■ La Coordination rurale s'inscrit dans une vision climatosceptique de la gestion de l'eau en signifiant qu'elle est abondante et qu'il suffirait d'aller la chercher. Elle maintient aussi que l'agriculture ne génère pas de pollution des eaux. Elle a toujours soutenu une vision aberrante sur les nitrates qui auraient des effets bénéfiques pour la santé.

